




La Commune



Assassinés et affamés

Palestine : gel de l'aide financière européenne

Le 10 avril, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont décidé le gel de l'aide financière européenne (500 millions d'euros par an) au gouvernement palestinien désormais dirigé par le Hamas. Le ministre néerlandais, Ben Bot, a même déclaré, selon l'agence Associated Press : " Les Palestiniens ont opté pour ce gouvernement, alors ils devront en supporter les conséquences ". En clair : nous allons vous affamer puisque vous ne votez pas comme nous le voulons. On trouvera ci-dessous un appel contre cette décision infâme, à l'initiative de l'association CAPJPO-EuroPalestine. 

Ainsi, nos gouvernements sont prêts à affamer la population palestinienne parce qu'elle refuse de se plier aux diktats israéliens, qui consistent à exiger de son gouvernement démocratiquement élu qu'il " *reconnaisse Israël, renonce à la violence, et respecte les accords de paix précédents* ", c'est à dire qu'il accepte de signer un chèque en blanc à Israël en reconnaissant un État qui refuse de reconnaître les frontières de 1967, qui utilise la violence en permanence pour maintenir son occupation, imposer des colonies dans les territoires, occuper et annexer sans cesse de nouvelles terres. Quant aux " accords précédents ", on se demande à quoi il est fait allusion, puisque Israël ne cesse de répéter que ses décisions resteront " unilatérales ", que Jérusalem-Est sera, dans tous les cas de figure, annexé, et qu'il n'est pas question de renoncer aux principaux blocs de colonies en Cisjordanie.

Le gouvernement légitime du Hamas...

Le Hamas, qui a remporté les élections et qui est de loin plus crédible que le gouvernement israélien, puisqu'il respecte depuis plus d'un an une trêve sans cesse violée par Israël, n'a cessé de dire qu'il est prêt à renoncer à toute violence et à observer une trêve " *de plus de 10 ans* " si Israël donnait un minimum de gages en se retirant des territoires occupés en 1967, ce qui est une manière de reconnaître Israël sur les seules frontières considérées comme légales par le droit international. Que veut-on de plus ?

Va-t-on laisser mourir hommes, femmes et enfants parce qu'Israël continue à refuser d'appliquer le droit international et veut toujours plus de terres et confiner les Palestiniens sur des bantoustans éclatés qui ne pourront jamais constituer un État palestinien ? Israël, qui ne veut ni d'une solution consistant en un seul État bi-national avec les mêmes droits pour tous, ni de deux États avec la ligne verte comme frontière, ni d'une force de paix sur la ligne verte !

Si on ne veut plus aider financièrement les Palestiniens, qu'on leur permette au moins de travailler et de gagner leur vie, ce qu'ils préféreraient de loin à des " soutiens " qui ne remettent jamais en cause l'occupation illégale qui les empêche de produire et d'exercer leurs compétences, tranquillement, sur leur terre.

Et une clique de militaires racistes

Nos dirigeants sont en train de prendre une très lourde responsabilité. On a vu comment la population irakienne a souffert de l'embargo censé punir Saddam Hussein. On voit aujourd'hui les résultats d'une telle politique en Irak. Comment peut-on continuer à se plier aux volontés d'une clique de militaires racistes qui n'ont qu'une idée en tête : la déportation d'un maximum de Palestiniens pour s'accaparer de leur terre ? Les Palestiniens ne céderont pas, ils ne partiront pas, et ils sont dans leur droit. Alors, ils doivent mourir ?

Attention ! l'impunité ne peut durer éternellement. Aujourd'hui, en France, comme dans d'autres pays, des jeunes de plus en plus nombreux, au sein de toutes les couches de la population, sont en train de prendre conscience de l'injustice, de refuser de se faire manipuler, de dire non à la société de plus en plus barbare qu'on essaie de nous imposer.

En attaquant toujours les plus faibles, ici comme en Palestine, " qui sème la galère, récolte la colère " ...

Nous proposons à tous ceux qui sont indignés par cette situation d'organiser le plus vite possible des rassemblements dans toutes les grandes villes. Nous demandons à toutes les associations de s'unir pour faire entendre la voix de ceux que l'on étrangle dans le plus grand silence.

Pour envoyer des courriers électroniques au Ministère des Affaires étrangères : jean-baptiste.mattei@diplomatie.gouv.fr.

CAPJPO-EuroPalestine,
le 8 avril 2006.

Voir aussi dans la catégorie Palestine

Israël : chantre de l'apartheid.

La proposition de députés de la Nupes à l'Assemblée Nationale, de qualifier la politique de l'État sioniste comme une politique d'apartheid contre le peuple palestinien, crée de... >>



Israël : un gouvernement dans la tempête qui continue à assassiner les Palestiniens

La coalition anti-Netanyahou connaît des heures difficiles. Cette coalition hétéroclite va de la droite sioniste religieuse à la gauche laïque et "radicale" en passant par un parti arabe... >>



Israël : un sioniste en chasse un autre !

Le dimanche 13 juin 2021, Benyamin Nétanyahou a été contraint de quitter son poste de premier ministre par une coalition hétéroclite allant de la droite extrême à la pseudo gauche... >>



Halte à l'attaque israélienne. Vive la résistance palestinienne



Le conflit actuel a commencé en avril, avec l'offensive israélienne visant à expulser les Palestiniens de Sheik Jarrah, à Jérusalem-Est. Ici, nous abordons l'actualité, la résurgence des... >>



Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaît de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale >>



Palestine : l'apartheid sioniste en action

Israël officialise en juillet 2018 sa politique d'apartheid. La jeunesse, loin de se soumettre à cette politique, se mobilise malgré une répression sauvage. Alors que l'apartheid est en train de se transformer en... >>